



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 juillet 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt et unième session

Point 1 de l'ordre du jour

### Questions d'organisation et de procédure

## Élection des membres du Comité consultatif des droits de l'homme\*

### Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme doit élire son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et nommés par les États Membres de l'ONU à l'issue de consultations avec des institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été proposés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres sera la suivante: a) États d'Afrique: 5; b) États d'Asie: 5; c) États d'Europe orientale: 2; d) États d'Amérique latine et des Caraïbes: 3; e) États d'Europe occidentale et autres États: 3.
3. À sa septième session, le Conseil a élu les 18 membres du Comité consultatif, dont 4 pour un mandat d'un an, 7 pour un mandat de deux ans et 7 pour un mandat de trois ans.
4. À sa dixième session, le Conseil des droits de l'homme a réélu pour trois années supplémentaires les quatre membres qui avaient initialement été élus pour un an, leur mandat prenant fin en mars 2012<sup>1</sup>.
5. Conformément à sa décision 18/121, le Conseil a décidé, à titre de mesure provisoire, que le mandat des membres du Comité consultatif prenant fin en mars 2012 serait exceptionnellement prorogé jusqu'au 30 septembre 2012. En conséquence, le mandat des quatre membres élus à la dixième session du Conseil prendra fin en septembre 2012. Sur ces quatre sièges vacants, un siège revient aux États d'Afrique, un aux États d'Asie, un aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et un aux États d'Europe occidentale et autres États.
6. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants: a) compétence et expérience reconnues

---

\* L'annexe au présent rapport est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

<sup>1</sup> À la suite du décès de Miguel Alfonso Martínez (Cuba) en 2010, des élections ont eu lieu à la quatorzième session du Conseil des droits de l'homme, à laquelle Miguel d'Escoto Brockmann (Nicaragua) a été élu pour la durée restante du mandat, jusqu'en mars 2012.

dans le domaine des droits de l'homme; b) haute moralité; et c) indépendance et impartialité.

7. Les lignes directrices que les États sont priés de prendre en considération concernant les critères techniques et objectifs de sélection de leurs candidats sont les suivantes:

a) Compétence et expérience:

i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international;

ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme;

iii) La connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que la connaissance des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme et une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations seraient souhaitables;

iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU;

v) Avoir du temps à consacrer effectivement aux travaux du Comité consultatif, tant pour assister à ses sessions que pour mener à bien les activités prescrites entre les sessions;

b) Haute moralité;

c) Indépendance et impartialité: les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées; les membres élus au Conseil consultatif agiront à titre individuel;

d) Autres considérations: le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme doit être respecté.

8. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

9. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat doit communiquer cette liste et les informations pertinentes aux États membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection. Conformément à son programme de travail annuel, le Conseil procédera à l'élection des quatre membres à sa vingt et unième session.

10. Le 20 avril 2012, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés afin de les encourager à présenter des candidats, en les informant que la date limite de soumission des candidatures était le 15 juin 2012. Cette date limite a par la suite été repoussée au 29 juin 2012, puis au 27 juillet 2012<sup>2</sup>.

11. Au 6 juillet 2012, le secrétariat avait reçu deux candidatures pour l'élection de 2012 au Comité consultatif du Conseil, de la part des Gouvernements argentin et bahreïnite.

---

<sup>2</sup> Le présent rapport contient toutes les candidatures reçues au 6 juillet 2012. Toutes les candidatures supplémentaires figureront dans un additif.

12. On trouvera ci-dessous la liste des experts désignés comme candidats, dont les curriculum vitae sont joints en annexe.

### **États d'Asie**

<i>État Membre</i>	<i>Candidat désigné</i>
Bahreïn	Saeed Mohamed Al Faihani

### **États d'Amérique latine et des Caraïbes**

<i>État Membre</i>	<i>Candidat désigné</i>
Argentine	Mario L. Coriolano <sup>3</sup>

<sup>3</sup> Conformément au paragraphe 69 de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, et comme suite à la demande formulée à cet effet par le secrétariat, le candidat, qui assure actuellement la vice-présidence du Sous-Comité pour la prévention de la torture jusqu'au 31 décembre 2012, a fait part de son intention de renoncer à son siège s'il était élu au Comité consultatif.

## Annexe

*[English only]*

### **Biographical data**

Mr. Saeed Mohamed Al Faihani  
(Nominated by the Government of Bahrain)

#### **Personal Data:**

Domicile: Arad region

Place of birth: Muharraq

Date of birth: 23 March 1960

#### **Education:**

- Master of Arts in Political Science, Ohio University, United States of America, 1983 with a GPA average 3.67 out of 4.
- Bachelor of Arts in Political Science, Concordia University, Canada, 1981 with a GPA average 3.3 out of 4.
- Secondary School Certificate, Al-Hidaya al-Khalifiya, Secondary School, 1976 (The top student in Bahrain-Literature Section)

#### **Career:**

- Undersecretary of Human Rights 2011-
- Ambassador, Office of the Minister of Foreign Affairs, 2007 - 2011
- Ambassador, Office of the Minister of State for Foreign Affairs, 2005-2007
- Non-resident Ambassador of the Kingdom of Bahrain to Austria, 2002-2005
- Permanent Representative of Bahrain to the United Nations Office in Vienna, 2001-2005
- Permanent Representative of Bahrain to the United Nations Industrial Development Organization in Vienna, 2001-2005
- Permanent Representative of Bahrain to the World Trade Organization, Geneva, 2001-2005
- Permanent Representative of Bahrain to the United Nations Office, Geneva, 2001-2005
- Consul-General of Bahrain to the Swiss Confederation, Geneva, 2001-2005
- Counselor, Minister of Foreign Affairs Office, 1999-2001
- First Secretary, Minister of Foreign Affairs Office from 1995-1998
- Consul of Bahrain in New York, 1993-1994
- First Secretary at the Permanent Mission of Bahrain to the United Nations, New York, 1988-1994

- Second Secretary at the Permanent Mission of Bahrain to the United Nations Office, Geneva, 1985-1988
- Vice-Consul, Consulate General of Bahrain in Geneva, 1985-1988
- Joined the Ministry of Foreign Affairs as second secretary in 1983

**Participation in Meetings and Course attendance:**

Participated in the following International Organizations meetings and Forums:

1. Security Council (1988-2004)
2. United Nations General Assembly and its Committees (First, Second, third, Fourth, and Sixth Committees) from 1988-1994, 1996-2000, and 2006-2008
3. UN Economic and Social Council (1985-2004)
4. International Labor Organization Conferences (1985-1988 and 2001-2005)
5. World Health Organization 1985-1988 and (2001-2005)
6. World Intellectual Property Organization (1985-1988 and 2001-2005)
7. United Nations Conference on Trade and Development (1985-1988 and 2001-2005)
8. Human Rights Commission (1984-1988) (2001-2005), (Elected Vice-Chair from Asia during the sixtieth session of the Commission, 2004 as the only person from the Gulf to be elected for a post in the Commission since its inception in 1946 until it was abolished in 2006)
9. United Nations Development Program (1987, 1989)
10. General Agreement on Tariffs and Trade (1985, 1986)
11. World Trade Organization (2001-2005)
12. United Nations Industrial Development Organization (1985, 2001-2005)
13. International Parliamentary Union (2003-2005)
14. Disarmament Commission (1989-1994)
15. International Committee of the Red Cross 1985-1988 and 2001-2005)
16. International Federation of the Red Cross and Red Crescent Societies (1985-1988 and 2001-2005)
17. UNHCR (Office of the United Nations High Commissioner for Refugees) (1985-1988 and 2001-2005)
18. Preparatory Meetings for the Establishment of the UN Human Rights Council and the first Session of the United Nations Human Rights Council (2005-2006)
19. World Economic Forum in Davos, (1999-2000 and 2002-2005)
20. Crans Montana Forum, (2003-2004)
21. Middle East Weapons of Mass Destruction Free Zone, University of London UK (SOAS, Centre for International Studies and Diplomacy), 2006
22. Course in International Refugee Law, organized by International Institute of Humanitarian Law and UNHCR, San Remo, Italy, 1987
23. Fundamental Economics Course at Henry George School of Social Science, New York, 1991

24. Dealing with Mass Media Course, Ministry of Information, 1999

**Special Assignments:**

1. Negotiating with UNDP Bahrain's Net Contributor Status, Geneva, 1987
2. Covering the Iraqi invasion of Kuwait and its aftermath in the Security Council, New York, 1990-1994
3. Handling the human rights issues during the events of the nineties abroad 1995-1999
4. Worked on the release of Bahraini citizens held in Guantanamo
5. Repatriating Bahraini citizens held in Israel through heading a mission that negotiated with the Israelis their release, July 2009
6. Worked on the repatriation of Bahraini citizens held in Israel, July 2010
7. Worked on the repatriation of Bahraini fishermen from Qatar, 2010
8. Entrusted to transfer the Human Rights file from the Ministry of Foreign Affairs to the Ministry of Human Rights and Social Development (2010-2011)

## **Mr. Mario L. Coriolano**

(Nominated by the Government of Argentina)

Mr Mario L. Coriolano is an Argentinian lawyer graduated from the National University of La Plata (UNLP). He also holds a degree as specialist in Penal Law and Criminology from the same university. Currently, he is an ordinary associate professor in the Chair of Procedural Law I at the School of Law and Social studies of the UNLP, position obtained through an open competitive exam.

The candidate has wide experience in the academic, judicial and cultural fields, most notably through his advocacy work against torture and other degrading conditions of detention, to name only the most relevant issue concerning human rights in the province of Buenos Aires.

In 2006, he has been appointed member of the Subcommittee on Prevention of Torture, created in the light of the Optional Protocol to the Convention against Torture UN office obtained through a national and international selection process.

He was appointed by the Subcommittee to integrate a working group with the Committee against Torture in order to facilitate communication and coordinated action between the two bodies.

Also, he was appointed by the Subcommittee to write a paper analysing the national preventive mechanisms of different regions. The subcommittee will rely on this paper to study the measures to be taken to assist States to implement the guidelines. He was elected focal point with the National Preventive Mechanism of Mexico. He was part of the first international mission of the Subcommittee to Mauritius, Africa. He participated on behalf of the Subcommittee in Washington DC, USA, at a public hearing convened by the Inter-American Commission on Human Rights on the prevention of torture to establish guidelines for coordinated work between the Inter-American Commission on Human Rights and the Subcommittee.

Finally, as a member of the Subcommittee, spoke at different events to promote the implementation of the national preventive mechanisms (Brazil, Paraguay, Bolivia, Peru.)

He has headed the Office of Public Defenders before the Highest Criminal Court of the province of Buenos Aires since 1998. He obtained this position through an open competitive exam presided by the Council of Magistrates.

His work with the Police and Penitentiary Service personnel has allowed him to gain a sound experience concerning the design and implementation of public policies related to imprisonment issues and to the mechanisms for the supervision and visits to detention facilities. He has used this experience with a view to improving the aforementioned institutions.

Along the same line of work, he created and started-up the areas of the execution of Public Defense devoted to the attention of detainees and to the visits to places of detention, activities carried out by specialized lawyers, with the aim of protecting the human rights of persons deprived of their liberty.

He has also created a database where torture cases and other occurrences involving cruel, inhuman or degrading treatment or punishment in the province of Buenos Aires are recorded. Various local, national and international institutions concerned with the protection of human rights ("Centro de Estudios Legales y Sociales" –CELS-; Amnesty International, Center for Justice and International Law –CEJIL- and the Interamerican Commission on Human Rights, among others) have used this database. Furthermore, he promoted the creation of a comprehensive programme for processing information on

harassment to defenders and adulteration of evidence. He has successfully developed and implemented an “Interdisciplinary Training Programme for Visits to Incarceration Facilities” whose aim is to improve the mechanisms of regular, unscheduled visits to detention facilities by providing specialized training to various state and civil sectors nationwide. The aforementioned programme is guided by the principles laid down in the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Protocol. It is sponsored by the Swiss Embassy and supported by the Association for the Prevention of Torture (APT).

Mr Coriolano’s wide experience as proved by the projects he has been involved in and by his current position, have enabled him to render his views on the issue of torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment in countless presentations at national and international events as shown by his participation in United States of America (2008); Brazil (2007- 2006, 2005, 2001); Bolivia (2007); Perú (2007); Colombia (2006); Mexico (2006, 2005); Argentina (2007- 2005); Paraguay (2007- 2005, 2002); Uruguay (2004); Ecuador (2003); Canada (2003); Costa Rica (2002, 1999, 1998); Chile (2001); Guatemala (2001). He has also been the author of various publications related to his field of work.

He is the founder and current head of “Centro de Estudios para la Defensa Pública”, an organization providing training and opportunities for the public discussion of Justice and human rights- related issues.

He is also a co-founder and member of the “Asociación de Defensores por los Derechos Humanos” and “Foro para la Justicia Democrática”, non profit- making civil associations composed by judges, prosecutors and defenders, whose purpose is to offer a pluralist approach to the discussion needed for the consolidation of the democratic Rule of the Law and the protection of human rights.

He has been appointed as the liaison official between the Province of Buenos Aires and the National Programme against Impunity, a joint effort against flagrant violations to human rights undertaken by state-run, non-governmental and civil organizations at the national, provincial and municipal levels.

He has served as advisor to the “Instituto Interamericano de Derechos Humanos” (IIDH), San José de Costa Rica and currently holds a fellowship from the Government of Canada.

---